

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

24<sup>ème</sup> année - N°4604 - Lundi 15 Avril 2024 - Prix : 200 Fc

PRISON DE MORONI :

## Une évvasion et des questions



CÉLÉBRATION DE LA EID EL FITR :

*"2024 sera l'année de la réalisation  
de projets de développement"*

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**05 Chawal 1445**

**Prières aux heures officielles  
Du 10 au 15 Avril 2024**

**Lever du soleil:**

**06h 11mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 05mn**

Fadjr : 04h 59mn

Dhouhr : 12h 13mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 05mn

Incha: 19h 22mn



## FORUM MINISTÉRIEL DE HARVARD 2024

## Mze Aboudou Chanfiou invité à Harvard

Le ministre des finances comorien est invité pour participer au forum de leadership ministériel de Harvard du 21 au 24 avril. Pour Mze Aboudou Chanfiou, c'est en effet un grand honneur pour le pays et pour lui de faire partie du cercle restreint des ministres des Finances invités à prendre part au forum ministériel 2024.

"Nous avons le plaisir de vous envoyer une invitation personnelle à participer, avec un petit groupe de ministres des finances en exercice et un certain nombre de ministres de la planification économique, qui se tiendra à l'Université de Harvard à Cambridge, Massachusetts, du 21 au 24 avril 2024 (immédiatement après les réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI à Washington, D.C.) », peut-on lire dans la lettre d'invitation envoyée au ministre. Le Forum de leadership ministériel de Harvard est spécifiquement adapté au rôle central des ministres des finances et de la planification économique. Il s'agit d'une occasion unique et exclusive de prendre du recul par rapport aux pressions quotidiennes et de réfléchir sur l'économie des pays invités, ainsi qu'à leur contribution au pro-

gramme du gouvernement et au bien-être des concitoyens. C'est aussi l'occasion de reconsidérer les options qui s'offrent à eux pour diriger l'économie du pays en ces temps difficiles et de définir une stratégie gouvernementale globale pour une croissance et un développement économique plus durables.

« Cette invitation constitue aussi à mes yeux, une reconnaissance de la mission accomplie avec fierté par notre pays et par le Président Azali Assoumani dans le cadre de la présidence de l'UA ainsi que la résilience de notre économie face aux impacts négatifs des derniers chocs successifs, en maintenant une croissance positive, les équilibres macroéconomiques, la conclusion d'un programme avec le FMI et la Banque mondiale ainsi que la mobilisation de plus de 800 millions de dollars en 2022 et 2023 pour le financement du Plan Comores Émergents, sont autant de signaux forts qui accentuent notre visibilité », avance le ministre des finances, Mze Abdou Chanfiou. Et de continuer : « D'ailleurs, notre pays est classé 4ème parmi les pays africains qui auront la croissance économique la plus élevée en 2024 ».

L'argentier de l'Etat reste persuadé aussi que présidence de l'UA,

lui a offert une tribune pour exprimer la position africaine dans les réunions des ministres des finances du G7, du G20 et dans d'autres grandes réunions internationales comme celles de la FERDI sur le thème de la vulnérabilité naturelle dans les financements concessionnels. « La conférence ministérielle de Harvard, nous permettra de tirer les leçons des bouleversements de l'économie mondiale issus des récentes crises sanitaires, climatiques et des conflits en Ukraine et au moyen Orient et d'explorer de nouvelles approches pour relever efficacement ces nouveaux défis encore difficiles, comme celles de la dette, de l'inflation, de la rareté des ressources pour financer le développement », souligne-t-il.

Le Forum ministériel est animé par des professeurs de Harvard et d'autres experts, ainsi que par une « faculté adjointe » composée d'anciens chefs de gouvernement et de ministres éminents du monde entier, en poste depuis longtemps, et se concentre sur des idées pratiques pour aborder les problèmes actuels, en s'appuyant sur des études de cas et une expérience internationale diversifiée. Les graves perturbations de l'économie mondiale ont entraîné toute une série de défis dif-



ficiles à relever, allant de l'aggravation de la pauvreté à l'augmentation de l'insécurité alimentaire, en passant par l'escalade du coût de la vie et l'alourdissement du fardeau de la dette internationale. Ces évolutions ont non seulement remis en cause des décennies de progrès économique, mais présentent également un risque politique existentiel pour la plupart des gouvernements. Dans ce contexte, le Forum de Harvard va

explorer de nouvelles approches du leadership gouvernemental et de gestion économique, y compris la manière de relever plus efficacement des défis difficiles tels que l'espace budgétaire limité, les contraintes sur la croissance économique, l'inflation insoluble et l'insatisfaction croissante des citoyens.

Ibnou M. Abdou



## PROJET AFIDEV

## AVIS DE MARCHÉ

**NATURE DU MARCHÉ** : marché public de fournitures.  
**POUVOIR ADJUDICATEUR** : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

**REFERENCE DU MARCHÉ SUR PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat Français) : 24-MAPA-F008**  
**OBJET DU MARCHÉ** : - Fourniture et livraison des matériels de préparation et de stockage pour les préparateurs de vanille en Union des Comores

**LIEU D'EXECUTION** : Union des Comores  
**FINANCEMENT** : Groupe AFD

**CONDITIONS DE PARTICIPATION :**

- Toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).
- L'autorité contractante impose aux candidats les niveaux minimaux de capacité suivants :

**CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE** : un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 200 000 € hors TVA sur les deux dernières années.

**CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES**

L'analyse de la recevabilité des candidatures s'effectue sur la base des critères de recevabilité suivants :

- Enregistrement du candidat au registre du commerce
- Satisfaction aux obligations sociales du candidat
- Satisfaction aux obligations fiscales du candidat
- Le candidat ne doit pas se trouver dans une situation mentionnée des articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et ne figurent pas sur une liste d'exclusion officielle que leur situation soit révélée par leurs propres déclarations ou par la mise en œuvre des mesures de vigilance par l'autorité contractante

- Le candidat ou son représentant ne doit pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêt vis-à-vis de l'autorité adjudicatrice et/ou des bénéficiaires du contrat d'achat

- Les candidatures qui ne justifient pas et/ou qui ne disposent manifestement pas des capacités financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées

**CRITERES D'ATTRIBUTION :**

Sélection fondée sur le moindre coût : le marché sera attribué à l'offre globalement, techniquement, substantiellement, conforme la moins chère.

**PROCEDURE**

Procédure adaptée ouverte.

**CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est gratuit. Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande à l'adresse suivante : [log.comores@expertisefrance.fr](mailto:log.comores@expertisefrance.fr)

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse e-mail [log.comores@expertisefrance.fr](mailto:log.comores@expertisefrance.fr) au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au 18/04/2024 à 13H (Heure de Paris).

**PROCEDURES DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## PRISON DE MORONI :

## Une évasion et des questions

37 détenus se sont évadés de la prison de Moroni le jour de l'aïd, 11 avril dernier. Parmi eux, un homme accusé d'homicide volontaire, 17 agresseurs sexuels et 3 narcotrafiquants. C'est une violation (délibérée ?) du protocole de sécurité qui a favorisé l'évasion.

Alors que tout le monde ou presque était à la mosquée pour célébrer l'aïd el-fitr, une quarantaine de détenus de la maison d'arrêt de Moroni a été en

train de prendre la poudre d'escampette. En effet, sur les 240 locataires que compte la prison de Moroni, un nombre qui fait presque le triple de la capacité d'accueil, 37 ont réussi à s'enfuir dans la matinée du 11 avril. D'après nos informations, cette évasion a été orchestrée par l'auteur présumé du tir mortel contre le jeune Fahad, tué d'une balle dans la tête en novembre dernier lors d'un match opposant les Comores et le Ghana au stade de Maluzini. D'après les autorités, il y a parmi

les fugitifs 17 agresseurs sexuels et 3 narcotrafiquants, sans oublier le présumé cerveau de l'opération inculpé pour homicide volontaire.

Interrogé par La Gazette des Comores, le procureur de la République de Moroni, Mohamed Djounaid, affirme qu'une enquête a été ouverte. « Ces détenus sont tous identifiés et sont activement recherchés », souligne-t-il. Il précise que les faits se sont déroulés « avant » 7 heures du matin. « Comme chaque matin, un agent en l'occurrence le

chef de poste qui était de garde ouvre les bâtiments pour faire sortir les détenus de leurs chambres. En premier, il a ouvert les portes du bâtiment B. Dès l'ouverture, un détenu s'en serait violemment pris à lui avec un coup de coude et l'aurait entraîné par terre. Un autre surveillant qui était au portail aurait subi le même sort. Plusieurs détenus en ont profité pour sortir », confie le parquetier.

Cette évasion donne lieu à des interrogations. Pourquoi l'équipe de

surveillance s'est-elle permise d'ouvrir les chambres des détenus sans attendre la relève, comme l'exige le protocole de la prison ? Y-a-t-il eu une complicité entre la sécurité et des détenus ? Rappelons que ces évasions se multiplient dans le pays et plus particulièrement dans la même prison. En 2022, 17 détenus ont réussi à s'évader. En 2020, ils étaient une quarantaine de prisonniers à avoir réussi à prendre la fuite.

Andjouza Abouheir

## CÉLÉBRATION DE LA EID EL FITR :

## "2024 sera l'année de la réalisation de projets de développement"

A l'occasion de la fête de l'Aïd El-fitr, marquant la fin du Ramadan, le chef de l'Etat Azali Assoumani s'est adressé à la nation pour présenter ses vœux. Dans son allocution, il a abordé plusieurs sujets dont le scrutin de 2024 et l'investiture, la diplomatie, la Palestine, la situation politique du pays.

C'est à Mitsoudjé que le président de la République a dirigé la prière de l'Aïd El-fitr en présence des membres du gouvernement. Par cette occasion, Azali Assoumani s'est adressé à la nation pour présenter ses vœux et aborder plusieurs sujets d'actualité dont la présidentielle de janvier dernier et l'investiture, la diplomatie, la Palestine, et la situation politique du pays, en appelant à consolider les valeurs d'unité, de solidarité et de paix.

Pour le président, cette nouvelle année 2024 est malheureusement marquée par la poursuite des guerres fratricides et des crises multiformes. Ainsi, « au moment où nous nous apprêtons à communier ensemble, pour célébrer l'Aïd, j'ai une pensée toute particulière pour nos frères et sœurs de Gaza et de

Cisjordanie, qui ont observé le jeûne sacré sous des bombardements meurtriers, les privations inhumaines et les autres atrocités infligées par les forces israéliennes. A cet égard, je lance un appel pressant aux pays arabo-musulmans et au monde dans son ensemble, pour qu'ils se mobilisent, de façon collective et engagée, en vue de chercher les voies et moyens de mettre fin rapidement, aux injustices sans aucun répit, mais aussi retrouver la paix dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne », a-t-il déclaré.

Le locataire de Beit Salam a montré que la diplomatie comorienne a connu des avancées notables ces dernières années, avec l'accession de notre pays à la présidence de l'Union Africaine, en février 2023. « Au terme d'une année bien chargée, nous venons de passer le flambeau à la Mauritanie avec fierté, puisque cette présidence a permis à l'Afrique de faire entendre davantage sa voix sur la scène internationale, grâce à notre participation active à de nombreuses rencontres internationales. Elle a, entre autres acquis, obtenu, l'intégration de notre continent au G20, institution clé de la gouvernance économique mondiale, davantage de ratifica-



tions du traité de la ZLECAF, mais aussi la promotion de l'économie bleue et le lancement d'un dialogue avec les dirigeants des pays en crise sur le continent. Par ailleurs, notre pays vient d'intégrer l'OMC, une opportunité d'attirer les investissements étrangers, surtout avec le grand potentiel de marché régional qu'il offre à travers son adhésion au COMESA, à la SADEC et à la ZLECAF », a-t-il dit.

A en croire le président Azali, l'année 2024 sera celle de la réalisation de projets de développement majeurs, à l'instar du grand hôpital

de référence, qui ouvrira ses portes prochainement. « Nous aurons l'occasion de mettre en lumière toutes les opportunités qui s'offrent à nous, lors de la cérémonie d'investiture du 26 mai prochain, qui va consacrer les élections libres et démocratiques que notre pays a tenues le 14 janvier dernier. Je tenais, toutefois, à travers ces quelques remarques, à rappeler l'impérieuse nécessité, de consolider les valeurs d'unité, de solidarité et de paix, mais aussi, de se rassembler et d'aller vers l'apaisement, afin de mener avec succès, les réfor-

mes dont nous avons besoin, dans notre marche inéluctable vers l'émergence », a-t-il avancé.

Devant le président de la République, l'une des figures de la notabilité Soultaine Abdoulanziz a pris la parole et n'a pas mis de gants pour dénoncer la mauvaise gouvernance en matière de gestion de l'électricité. « Rien ne va monsieur le président. Vos ministres, vos directeurs généraux ne vous aident pas assez. On dirait que vous n'avez pas la même vision. C'est regrettable surtout les jeunes qui ont des responsabilités. Certes le ramadan s'est bien passé comme Dieu l'a voulu, mais nous avons souffert, car on a passé ce mois sacré dans le noir. Pourtant, on chante chaque fois que le gouvernement a débloqué des centaines de millions pour stabiliser l'électricité. Nous nous posons tant de questions, sur la gestion de cette société qui ne fait que dilapider des milliards sans résultats. Il est temps de situer les niveaux de responsabilités monsieur le président », a-t-il interpellé.

Nassuf Ben Amad

## CHOLÉRA :

## Le pays comptabilise 30 décès

Depuis une semaine, le choléra prend une autre tournure. Le pays vient de franchir le cap des 30 décès. Le rapport du 12 avril affiche 61 nouveaux cas dont 52 cas à Anjouan, 5 à Ngazidja et 4 à Mohéli.

Le choléra continue de faire des ravages dans le pays faisant un total de 30 décès sur toute l'étendue du territoire. Ces derniers jours, la situation à Anjouan est alarmante, rien qu'à la veille de l'Eid, l'île avait enregistré à elle seule 5 décès en 24 heures. Le rapport du 12 avril affiche 61 nouveaux cas dont 52 cas à Anjouan, 05 à

Ngazidja et 04 à Mohéli, avec un cumul de 150 cas actifs. Le ministère de la santé exhorte la population à

redoubler d'efforts et à se présenter tôt à l'hôpital, afin d'éviter les complications qui aboutissent aux décès.



« La population doit respecter les mesures de prévention et redoubler de vigilance », recommande-t-il.

Sur le terrain à Anjouan, le docteur Fouzouz Ben Aboubacar, chef de surveillance au niveau du ministère de la santé, appelle à la vigilance. « Il faut éviter de se donner la main et se laver les mains avec de l'eau potable et du savon souvent et convenablement avant de manger. Il a été démontré que sur 100 personnes infectées, 25% développent des symptômes et les 75% sont considérés comme des porteurs sains. Raison pour laquelle, il faut redoubler de vigilance pour préserver les enfants et les personnes vulnérables,

de se présenter à l'hôpital tôt et de continuer à respecter les mesures préventives », insiste-t-il.

Notons que les autorités sanitaires appellent la population à appliquer les gestes barrières en se lavant les mains avec de l'eau potable et du savon, en privilégiant des aliments bien cuits, de boire de l'eau potable et éviter les aliments crus etc. Une attention particulière doit être portée sur les enfants qui ne sont malheureusement pas épargnés par cette épidémie. Pour rappel, 1000 personnes sont déclarées guéries dont 73 nouveaux guéris.

Andjouza Abouheir



Association Professionnelle des Banques  
Et Etablissements Financiers des Comores

Immeuble Ridjal Moroni Dar-Sanda  
Tél: (+269) 773 18 07  
Email : apbef0@gmail.com

## APPEL A CANDIDATURE

### Avis de recrutement pour le poste de : Directeur Général d'une Institution Financière de Garantie en Union des Comores

**Les acteurs du secteur financier comorien**, dans le cadre d'un partenariat entre l'Agence Française de Développement (AFD), l'Etat, la Banque Centrale (BCC) et le secteur privé, met en place un nouveau dispositif de garantie en Union des Comores dont l'objectif est de favoriser l'accès des entreprises au crédit dans tous les secteurs d'activités soutenus par les politiques publiques.

Le dispositif retenu est une **Institution Financière de Garantie (IFG)** soumise à l'agrément de la BCC qui assurera la gestion d'un fonds de garantie ciblant d'une part les entreprises formelles et informelles des secteurs prioritaires du Plan Comores Emergent 2030 et d'autre part l'ensemble des entreprises formelles inscrites au Registre du Commerce et disposant d'états financiers.

Le Conseil d'administration de cette IFG en formation, au capital de 300.000.000 KMF – ci-après la Banque - recherche son (sa) Directeur (trice) Général(e) et a chargé l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) de procéder à ce recrutement.

#### Description du poste :

Le (la) Directeur(trice) Général(e) aura pour mandat d'assurer la direction et la gestion de la Banque par la mise en œuvre des orientations stratégiques du Conseil d'Administration représentant les actionnaires, tout en se conformant aux termes de son contrat.

Le (la) DG s'acquittera de la totalité de ses fonctions conformément aux normes de la profession bancaire et aux règlements internes de l'établissement dont notamment :

- o Définir et mettre en œuvre avec succès la stratégie de développement rentable de la Banque en accord avec les orientations du Conseil d'Administration ;
- o Piloter l'élaboration des plans d'actions ainsi que les budgets d'exploitation et d'investissement, reflétant les objectifs et les priorités établis par le Conseil d'administration ;
- o S'assurer que les objectifs d'exploitation et les normes de performance sont maîtrisés par l'ensemble des collaborateurs ;
- o Veiller à la gestion optimale de la trésorerie de la Banque ;
- o Suivre de près les résultats opérationnels et financiers par rapport aux plans et aux budgets et prendre des mesures correctives adéquates après en avoir informé le Conseil d'administration ;
- o Veiller à la gestion efficace du portefeuille d'engagements ;
- o Veiller au maintien et à l'amélioration continue de la qualité de service ;
- o Participer à la définition des politiques, standards, procédures de la banque afin d'assurer l'efficacité opérationnelle tout en maintenant un niveau de contrôle suffisant ;
- o Assurer le respect des règles de conformité, les obligations légales et réglementaires, nationales et internationales, les règles structurelles et prudentielles imposées à la profession bancaire, les normes de bonne gouvernance **et particulièrement dans les domaines de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de la Lutte Anti-blanchiment et Financement du Terrorisme (LAB) ;**
- o Participer au recrutement du personnel de la Banque notamment pour les postes clés et à responsabilité, construire et maintenir une équipe de direction efficace ;
- o Assurer la mise en œuvre de solutions technologiques qui permettront à la Banque d'offrir les services de qualité, dans un cadre sécurisé, conformes aux standards usuels ;
- o Définir et mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle et financière ;
- o Maintenir un dialogue continu avec le Conseil d'administration et assumer l'entière responsabilité pour toutes les opérations de la Banque ainsi que ses performances ;

o Représenter la Banque auprès des clients stratégiques, les organismes de tutelle et des associations professionnelles ;

#### Profil recherché et expériences :

- o Être Titulaire d'un BAC+5 en finance, banque, économie, gestion, comptabilité ;
- o Avoir une expérience professionnelle de 15 ans dans le secteur bancaire ou des services financiers dont au moins trois (03) années d'expérience au poste de Directeur Général ou cinq (05) années dans un poste de Directeur Général Adjoint ou sept (07) ans dans un poste de Haut Cadre de Banque ;
- o Justifier d'une bonne expérience dans le leadership et la gestion d'équipes ;
- o Connaître l'environnement, le marché comorien ;
- o Savoir piloter et mener à bien les projets de la banque (conduite du changement) ;
- o Être expert dans les techniques de gestion des risques ;
- o Maîtriser la réglementation bancaire, comptable et prudentielle, du droit et de la fiscalité, ainsi que les obligations de conformité ;

#### Savoir-être & Aptitudes professionnelles

- o Organisation, rigueur, esprit d'analyse et de synthèse ;
- o Bonne communication écrite et orale, très bon relationnel dont la capacité à prendre la parole en public et à représenter la banque ;
- o Sens des priorités et des responsabilités ;
- o Être force de proposition et avoir la capacité de prendre des décisions ;
- o Capacité à travailler sous pression et dans les délais ;
- o Grand sens de la confidentialité, intégrité, honnêteté et loyauté ;
- o Sens de l'intérêt général ;
- o La pratique courante du comorien et du français est obligatoire, celle de l'anglais un plus ;

#### Rattachement hiérarchique

- o Conseil d'Administration et son Président

#### Procédure de soumission et date de clôture des candidatures

Les candidats(tes) souhaitant faire acte de candidature, adresseront par email à l'adresse « apbef0@gmail.com » les pièces suivantes en précisant l'objet « **RECRUTEMENT DG IFG COMORES** » :

- o Une lettre de motivation adressée au Président du Conseil d'Administration de l'IFG
- o Curriculum Vitae signé avec mention des références
- o Pièce d'identité en cours de validité
- o Copie des diplômes

*Les documents originaux d'identité et de diplômes devront être présentés au jury en cas de convocation pour un entretien après première sélection)*

Les termes de références du poste à pourvoir seront partagées à la demande des candidats à travers l'adresse mail ci-dessus indiquée. Les candidatures des comoriens issus de la diaspora sont vivement encouragées.

**o La date de clôture des candidatures est fixée le 25 avril 2024 à 23h59**

## BASKET BALL :

## La FCBB renouvelle son idylle avec TELMA

*On ne change jamais une équipe qui gagne a-t-on l'habitude de dire dans le milieu sportif. C'est en tout cas ce que semble suivre comme concept les dirigeants du Basket-ball comorien et la société de téléphonie mobile, Telma Comores. La cérémonie de signature s'est tenue la semaine dernière au siège de la société à la couleur jaune.*

C'est à travers sa filiale Mvola que Telma Comores a signé le renouvellement de son partenariat avec la Fédération Comorienne de Basket-Ball représentée par son président, Djinti Ahamada. Mvola, leader des services financiers aux Comores, à travers son directeur général a annoncé le renouvellement de son partenariat stratégique avec la Fédération Comorienne de Basket-Ball (FCBB) pour 5 ans. « Ce partenariat historique depuis 5 ans avec le basket comorien met en avant une relation mutuellement bénéfique entre nos services et la communauté sportive des Comores », avance-t-il.

Concernant les montant de sponsoring, la société va injecter en

faveur du développement du Basket comorien pour les 5 ans à venir un financement qui passe de 6 millions à 32 millions dont 20 millions en numéraires ainsi que 12 millions de services afin de promouvoir le développement du basket-ball et tout ça dans la perspective des jeux des îles de 2027.

Lors de son intervention, le directeur général de Mvola, Saïd Ali Sultan a tenu à réitérer l'engagement historique qui lie les deux institutions. « En tant que partenaire historique de la Fédération Comorienne de Basket-Ball, nous nous engageons à continuer à la soutenir. Nous sommes également enthousiasmés par les opportunités de collaboration marketing qui découleront de ce partenariat ».

Ces 32 millions seront en tout cas les bienvenus dans une Fédération qui a des ambitions pour les prochains jeux des îles à domicile. Ancien président de la Fédération Comorienne de Basket-Ball, Saïd Ali Sultan a promis de lancer en partenariat avec la Fédération une nouvelle compétition pour permettre aux clubs et aux joueurs d'être plus compétitifs. « Nous allons également lancer



ensemble une nouvelle compétition nationale qui s'appellera "Coupe Mvola" ou les équipes gagnantes filles comme garçons recevront chacune une prime de 1 500 000 FC et dont la phase nationale aura lieu

pour la première édition 2024 à Moroni lors de la fête nationale », annonce-t-il.

De son côté, le président de la Fédération Comorienne de Basket-Ball Djinti Ahama a salué à nou-

veau ce geste de Mvola et espère que cet appui aidera le basket comorien à briller lors des Jeux des îles de l'Océan indien de 2027.

Imtiyaz



Ministère de l'agriculture,  
de la Pêche et de l'Environnement,  
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS  
ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET  
Réf. n° 2024/001/ MAPETA/PIDC/AMI/EVP



**SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (PIDC)**

1. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé  
Appui direct aux entreprises  
Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter un cabinet pour l'évaluation finale du projet Intégré de développement des chaînes de valeurs et de la compétitivité (PIDC), dont les responsabilités, tâches ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

**2. Objectif global du Consultant**

L'évaluation finale a pour objectif général de fournir au Gouvernement Comorien, aux partenaires de mise œuvre et aux populations bénéficiaires du « Projet Intégré de Développement des chaînes de valeur et de la Compétitivité (PIDC) » des informations

sur les réalisations du projet, de l'état d'avancement des activités à date permettant de tirer des enseignements, de capitaliser sur les bonnes pratiques, et formuler des recommandations pour un réajustement en vue de la consolidation et de la pérennisation des acquis du projet.

De façon spécifique, la mission d'évaluation finale doit permettre de :

- Évaluer la durabilité et les contributions des résultats du Projet PIDC à l'amélioration des conditions de vie des populations de l'Union des Comores et in extenso du développement de Comores ;
- Analyser qualitativement et quantitativement l'ensemble des progrès réalisés par rapport aux résultats attendus inscrits dans le cadre des résultats du projet ;
- Mesurer les résultats des d'appui institutionnels à l'endroit des institutions et structures décentralisées cibles du projet ;
- Procéder à une analyse critique des indicateurs et cibles du cadre de résultats du projet,
- Évaluer la mesure dans laquelle

les cibles sont « SMART » (spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et limitées dans le temps), et proposer des modifications/révisions spécifiques aux cibles et indicateurs pour un projet similaire dans le futur ;

- Évaluer la qualité, la cohérence, l'efficacité et l'efficience des stratégies de partenariat développées pour l'atteinte des objectifs, des cibles

**3. Profil et expériences acquises**

Les consultants intéressés peuvent soumettre leurs dossiers de manifestations d'intérêt au bureau du PIDC au Ministère en charge de l'Agriculture par email ou physique à travers l'adresse suivante : projetpidc@gmail.com

- Les dossiers juridiques et administratifs prouvant l'existence légale du Cabinet ;
- Une note technique comprenant entre autres, les expériences du cabinet ; les nombres de missions similaires réalisés ; les missions réalisées dans des conditions semblables,

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies

dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017, en 2018 et 2023)**. La méthode de sélection est « la sélection fondée sur la qualification du Consultant (SQC) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et être déposées par email à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard, le 18 avril 2024 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores)**.

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2024/001/MAPETA/PIDC/AMI/EVP, au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé, le 05 avril 2024



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,  
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres

Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (P171361)



## Avis Spécifique d'Appel d'Offres

(Processus d'Appel d'Offres à deux Enveloppes sans Préqualification)

**Pays :** UNION DES COMORES

**Projet :** PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE  
**Titre du Marché :** TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ZONES COTIERES POUR 4 SITES

**Prêt/Crédit/Don No :** Crédit : 6529-KM Don : D549-KM

**Appel d'Offres No :** 2024 /001/ MATUAFTT/ PRPKR /UGP

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque mondiale pour financer le coût du PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce financement pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de TRAVAUX D'AMENAGEMENT COTIER DU LITTORAL COMORIEN.

2. L'Unité de Gestion du Projet (UGP) invite, par la présente, les Soumissionnaires à présenter leurs Offres sous pli fermé, pour la réalisation de :

*Travaux de réduction des risques d'érosion côtière et de submersion marine sur les sites de Foubouni, Djoiezi, Nioumachoua, et Ouani. Les travaux des 4 sites seront concomitants.*

**Foubouni (Grande Comores) :**

Construction d'un perré béton incurvé, type Galveston de 392 ML

Construction d'un mur chasse-mer vertical adossé à la route de 84 ML

Réalisation de 06 passages de buses DN1000 équipés de clapet mural à battant incliné

Réalisation de 05 ouvertures franches de 1,5 m de large avec des escaliers en béton non armé pour un accès à la mer

Linéaire d'intervention total environ 500m.

**Djoiezi (Mohéli) :**

Secteur Nord-Ouest, environ 200 ML : mise en place de ganivelles et guidage du public, végétalisation (4700m<sup>2</sup>), création d'un cheminement piéton et accès à la plage

Secteur centre urbain : démantèlement de la digue existante, 260ML, implémentation d'enrochements de protection en talus discontinu au droit des rues, 340 ML, implémentation de 7 épis en bois en haut d'estran, espacement entre les épis : 60m

Secteur Est, 320 ML : enrochements de protection du soutènement de la route littorale

Linéaire d'intervention total environ 900m.

**Nioumachoua (Mohéli) :**

Suppression des éléments durs, artificiels, situés sur l'estran, environ 220 m<sup>3</sup>  
Réalignement de la plage à l'aide d'un transfert mécanique de sable depuis la partie ouest vers la partie est, 26.500 m<sup>3</sup> environ

En partie Ouest de la plage :

Restauration cordon haut de plage (bourellet de 10 m de large, 305ML)

Arrangement des ganivelles sur le cordon, 5 rangs

Végétalisation des espaces encore dépourvus, environ 3 400 m<sup>2</sup>

Création d'un espace boisé tampon d'arrière-plage, derrière le cordon

En partie Est de la plage :

Haut de plage, talus en enrochements de 4.6m de hauteur environ, 360ML

Aménagement d'épis hydrauliques de type épis SEMS sur la partie haute de l'estran, 7 épis longueur prévue 14 mètres environ

Linéaire d'intervention total environ 800ML.

**Ouani (Anjouan) zone aéroport :**

En extrémité de piste :

Installation d'épis en bois, longueur / espacement : 30-50m / 70m

Rechargement de l'estran en galets, extension du haut d'estran de 10m vers le large et rechargement jusque +3.0mCM (bas de la plage).

Arrangement d'un cordon de galets en haut de plage, 4m / 255m

En rive gauche du débouché du fleuve, poursuite et renforcement de re végétalisation 4700 m<sup>2</sup>

Linéaire d'intervention total environ 300ML.

Les Soumissionnaires sont informés qu'une étude complémentaire sur l'identification en approvisionnement des matériaux de confections d'épis en bois et des enrochements est en cours et le présent appel d'offre pourra faire l'objet d'un addendum dans le cas où cette dernière nécessitera un temps supplémentaire.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en utilisant un Appel d'Offres tel que défini dans le « Règlement de Passation de Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteur de FPI » cinquième édition septembre 2023 (« le Règlement de Passation de Marchés »), et ouvert à tous les Soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de Passation de Marchés.

4. Les Soumissionnaires éligibles peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de Madame Kamaria Ahamada, Coordonnatrice Nationale, Unité de Gestion du Projet PRPKR, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres et examiner le Dossier d'Appel d'Offres durant les heures de bureau de 9 :00 à 16 :00 heures à l'adresse indiquée : [rpm.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:rpm.ugp.prpkr@gmail.com), [coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com), [apm.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:apm.ugp.prpkr@gmail.com)

5. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être demandé par tout Soumissionnaire éligible intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous. Le dossier d'appel d'offres sera adressé par courriel.

6. Les Soumissions doivent être remises à l'UGP à l'adresse ci-dessous au plus tard à le 20 mai 2024 à 12h30 mn (heure locale de Moroni). L'appel d'offres par voie électronique ne sera pas permis. Toute Soumission reçue en retard sera écartée. Les enveloppes extérieures de l'Offre marquées « ORIGINAL DE L'OFFRE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne qui souhaite assister à l'ouverture des plis à l'adresse indiquée ci-dessous, **le 20 mai 2024 à 12h30 mn (heure locale de Moroni)**. Toutes les enveloppes marquées « PARTIE FINANCIERE » demeureront non-ouvertes et seront conservées dans un lieu sûr par le Maître d'Ouvrage jusqu'à la seconde ouverture publique des Offres.

7. Les Soumissions doivent être accompagnées d'une **Garantie d'offre**, équivalent à **Trente-quatre millions (34 000 000 KMF)** de francs comoriens.

8. Les Offres doivent être accompagnées d'une Déclaration relative à l'Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS).

9. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de Divulgence des Bénéficiaires Effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

10. L'adresse auxquelles il est fait référence ci-dessus est :

**Madame Kamaria Ahamada, Coordonnatrice**

**Unité de Gestion du Projet PRPKR**

**Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres,**

**Étage/ numéro de bureau : Ex-projet PALU, Bat. DGEAT 2ème étage**

**Rue : Corniche, Code postal : BP 12, Ville : Moroni**

**Pays : UNION des COMORES**

Numéro de téléphone : +269 773 22 99

Adresse électronique : [rpm.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:rpm.ugp.prpkr@gmail.com),

[coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com), [apm.ugp.prpkr@gmail.com](mailto:apm.ugp.prpkr@gmail.com)